

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Autorisation de voirie n°VOI272EEB240424  
portant permission de voirie et autorisation d'entreprendre les travaux**

**ANGLE DE LA PLACE DE LA MAIRIE et RUE GEORGES CLEMENCEAU  
RÉSIDENCE CLAUDE SIMON**

*Madame le Maire,*

*Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6*

*Vu le Code général de la propriété des personnes publiques*

*Vu le Code de la voirie routière*

*Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire)*

*Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants*

*Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales*

*Vu l'arrêté n°AG200EEB270324 en date du 27 mars 2024 portant délégation de fonction et de signature à Frédéric ALTARE*

*Vu la demande en date du 19/04/2024 par laquelle Garczynski Traploir Vendée demeurant Parc Polaris 11, rue de Longrais*

*BP 53 85111 CHANTONNAY Cedex représentée par Monsieur Denis ROBIN pour le compte de ENEDIS demeurant Rond Point de l'Atlantique 85000 LA ROCHE SUR YON représentée par BENOIT BAUDRY demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :*

*- 75 m de tranchée pour conduite électrique et gaz à l'angle de la PLACE DE LA MAIRIE ET RUE GEORGES CLEMENCEAU*

## ARRÊTE

**Article 1 - Autorisation :** Le bénéficiaire (ENEDIS) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

### **PLACE DE LA MAIRIE ET RUE GEORGES CLEMENCEAU**

- Du 13/05/2024 au 31/05/2024, 75 m de tranchée pour conduite électrique et gaz sous la chaussée

**Article 2 - Prescriptions techniques particulières :** Le pétitionnaire veillera à respecter scrupuleusement les prescriptions de l'annexe jointe.

**Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier :** Garczynski Traploir Vendée devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du chantier, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

En cas d'absence d'arrêté permanent pris par les gestionnaires de voirie concernés précisant les modalités de réalisation de chantiers courants, ou de travaux non couverts par ces éventuels arrêtés, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant la circulation et / ou le stationnement.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

Garczynski Traploir Vendée a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée mise en place.

En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus, sans préjudice de la mise en place d'une signalisation d'urgence, même en l'absence de décision de l'autorité de police.

**Article 4 - Implantation, ouverture de chantier et récolement :** Le présent arrêté vaut autorisation d'entreprendre aux dates suivantes, sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation :

- Date de début des travaux : **13/05/2024**
- Date de fin des travaux : **31/05/2024**

La conformité des travaux autorisés sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier et, selon le cas, durant l'exécution des travaux. Le bénéficiaire est tenu d'assurer toutes les facilités d'accès aux services du gestionnaire de la voirie pour effectuer les travaux de contrôle jugés nécessaires.

**Article 5 - Responsabilité :** Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 6 - Autres formalités administratives :** Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

**Article 7 - Remise en état des lieux :** Dès l'achèvement des travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

**Article 8 - Durée, validité, renouvellement et remise en état :** La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation est valable pour une durée d'un an à compter de sa notification. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La présente autorisation vaut titre d'occupation.

L'occupation est consentie du 13/05/2024 au 31/05/2024, soit pour une durée de 19 jours.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Essarts en Bocage, le 29/04/2024

  
Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,  
Frédéric ALTARE

**DIFFUSION :**

- ENEDIS
- Garczynski Traploir Vendée
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie

**ANNEXES :**

- Plan technique

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

**Enedis**  
 Au titre de ce plan, il est demandé qu'après avoir communiqué que les informations relatives aux ouvrages, au vers des articles R. 554-1 et R. 554-2 du code de l'équipement, les exploitants paient sans délai les travaux réalisés par le client.  
 Cette communication est destinée à l'examen de l'ouvrage par le client.  
 Les documents (plans, schémas, plans de situation, etc.) sont à disposition du client.  
 1. Les travaux réalisés sont à la charge du client.  
 2. Les travaux réalisés sont à la charge du client.

7. A titre indicatif et sans obligation, les ouvrages souterrains et câbles souterrains à une profondeur comprise de 0,50 m jusqu'à 10 m sont indiqués en rouge sur les plans. Les ouvrages souterrains et câbles souterrains à une profondeur comprise de 0,50 m jusqu'à 10 m sont indiqués en rouge sur les plans. Les ouvrages souterrains et câbles souterrains à une profondeur comprise de 0,50 m jusqu'à 10 m sont indiqués en rouge sur les plans.



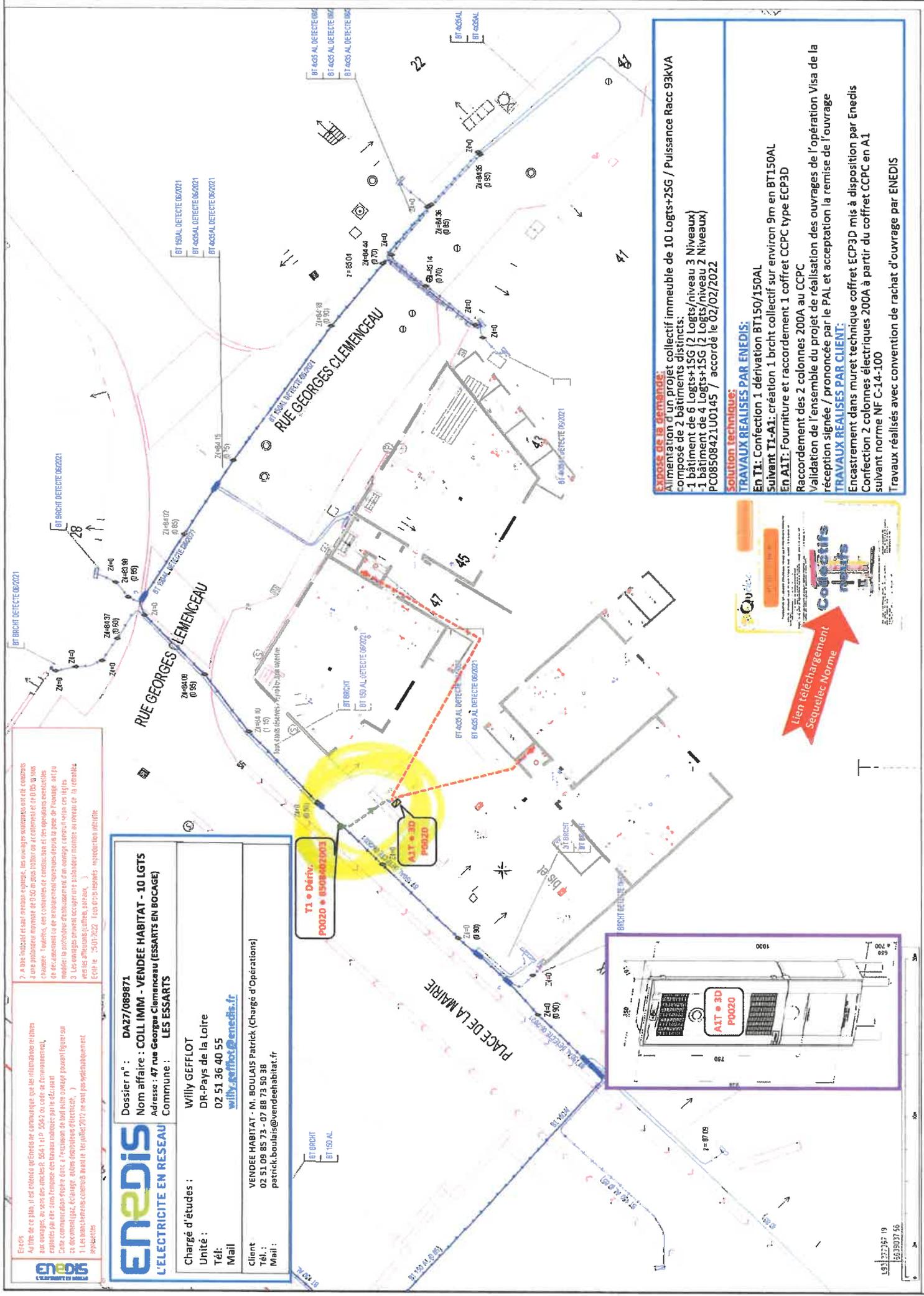
**Dossier n° : DAZ7/089871**  
**Nom affaire : COLL IMM - VENDEE HABITAT - 10 LGTS**  
**Adresse : 47 rue Georges Clemenceau (ESSARTS EN BOGAGE)**  
**Commune : LES ESSARTS**

**Chargé d'études :** Willy GEFLOT  
**Unité :** DR-Pays de la Loire  
**Télé :** 02 51 36 40 55  
**Mail :** [willy.gefлот@enedis.fr](mailto:willy.gefлот@enedis.fr)

**Client :** VENDEE HABITAT - M. BOULAIS Patrick (Chargé d'Opérations)  
**Télé :** 02 51 08 85 73 - 07 88 73 50 38  
**Mail :** [patrick.boulais@vendeehabitat.fr](mailto:patrick.boulais@vendeehabitat.fr)

**T1 • Dérivé**  
**PO020 • 85084821003**

**AIT • 3D**  
**PO020**



**Exposé de la demande:**  
 Alimentation d'un projet collectif immeuble de 10 Logts+2SG / Puissance Racc 93KVA composé de 2 bâtiments distincts:  
 1 bâtiment de 6 Logts+1SG (2 Logts/niveau 3 Niveau)  
 1 bâtiment de 4 Logts+1SG (2 Logts/niveau 2 Niveau)  
 PC08508421U0145 / accordé le 02/02/2022

**Solution technique:**  
**TRAVAUX REALISES PAR ENEDIS:**  
 En T1: Confection 1 dérivation BT150/150AL  
 Suivant T1-A1: création 1 brct collectif sur environ 9m en BT150AL  
 En AIT: Fourniture et raccordement 1 coffret CCPC type ECP3D  
 Raccordement des 2 colonnes 200A au CCPC  
 Validation de l'ensemble du projet de réalisation des ouvrages de l'opération Visa de la réception signée / prononcée par le PAL et acceptation la remise de l'ouvrage

**TRAVAUX REALISES PAR CLIENT:**  
 Encastrer dans muret technique coffret ECP3D mis à disposition par Enedis  
 Confection 2 colonnes électriques 200A à partir du coffret CCPC en A1  
 suivant norme NF C-14-100  
 Travaux réalisés avec convention de rachat d'ouvrage par ENEDIS

